

Il y a une alternative au Great Reset !

19 janvier 2021

Great reset, grande réinitialisation : il suffit de prononcer ces mots pour être accusé de « folie conspirationniste » par les médias et les salons bien-pensants. Il s'agit pourtant d'une politique proclamée au vu et au su de tous par ceux qui l'appliquent.

Ce qui sera ainsi propagé à l'occasion de la « semaine de Davos », du 25 au 29 janvier 2021, puis lors du Forum économique mondial qui se tiendra à Singapour du 13 au 16 mai, n'est pas un mauvais choix technique mais un modèle économique et social voulu. Plus exactement, « *de la merde dans un bas de soie* ».

Ce qu'on nous sert sous le nom de « *nouveau contrat social* » : **asservissement des peuples par la dette, transformation du salariat en un précarité de paiement à la tâche, réduction des protections sociales, démantèlement des systèmes d'alimentation et de santé publique.** De moins en moins pour l'école, l'hôpital, le laboratoire et l'épargne, de plus en plus de pauvres, et tout ou presque pour les spéculations financières, immobilières ou les systèmes d'assurance. Écrasement de l'Etat-nation, livré chez nous aux « cercles de réflexion » et aux cabinets de conseil.

Mais cela s'est mis en place il y a plus de cinquante ans ! Alors, qu'a de nouveau le *Great Reset* ? La systématisation du modèle. Car sa logique destructrice impose une mutation. D'abord, le contrôle absolu des circuits financiers internationaux organisé par les Banques centrales et la BigTech numérique. L'oligarchie passe ainsi à une économie contrôlant les marchés par ses algorithmes et s'emparant des données sur chacun d'entre nous (*googlelisation*) à son avantage. Ensuite, en rejetant la faute du désastre sur une humanité qui serait par nature polluante et prédatrice. Quadruple avantage pour cette

oligarchie: promotion d'une « finance verte » sans foi ni loi, au nom du « durable », dévoiement de l'écologie en la rendant punitive, mais en s'excluant elle-même du châtiement, justification « légale » d'une politique de dépopulation et incitation à un pessimisme culturel conduisant à l'impuissance ou à l'émeute suicidaire.

Ne nous laissons pas faire ! L'alternative existe



Il est d'abord nécessaire, à l'échelle nationale et internationale, de défendre les États-nations que l'oligarchie veut soumettre. A condition que ces États-nations œuvrent **pour la protection de leurs peuples et la cause du progrès de l'humanité.** En rétablissant un service public de l'économie, avec une Banque nationale, l'émission de crédit public pour la recherche fondamentale, les technologies les plus avancées (nucléaire, fusion, hydrogène...), un Plan national et, bien entendu, libérer les banques de dépôt et de crédit du boulet financier des services spéculant sur les marchés.

Cela exige la dissolution de l'Union européenne telle qu'elle est devenue, c'est-à-dire le relais du modèle financier à travers l'euro et la BCE, et construire un vrai réseau de coopérations renforcées, à l'échelle de l'Europe et du monde, dans l'esprit de ce que fut notre politique étrangère des années 1962-1969 et du Plan Fouchet.

Hors de cela, le reste est soumission à un ordre criminel. Ne nous laissons donc pas aveugler par des sujets qui ne vont pas aux causes de ce que nous subissons, ni submerger dans l'apophénie mentale des QAnon, des « cancel cultures », des aberrations « décoloniales » ou des rêveries colonialistes. **C'est le soleil de la raison qui fait disparaître les monstres, pourvu que nous l'allumions constamment.**